

Si l'institution judiciaire est aujourd'hui largement féminisée, l'accession des femmes aux professions juridiques n'a guère plus d'un siècle. Celle-ci s'est faite pas à pas, initiée par des pionnières qui embrassèrent notamment la profession d'avocat et de magistrat. Il s'agira de retracer le parcours de ces battantes, et d'examiner la place des femmes, aujourd'hui dans l'exercice des métiers du Droit.

Il conviendra aussi de s'interroger sur les représentations des femmes et des jeunes filles par l'institution judiciaire, à travers la prise en charge des mineures délinquantes et le traitement de la criminalité féminine.

COLLOQUE À LA COUR DE CASSATION



Cour de cassation
5 quai de l'Horloge
75055 Paris cedex 01
twitter : @courdecassation

**Entrée sur présentation d'une pièce d'identité
avec inscription préalable obligatoire**
sur le site Internet www.courdecassation.fr

lundi 11 mars 2019
de 9h30 à 17h00
en Grand' chambre



**Manifestation validée au titre de la formation continue des magistrats et des avocats
Les attestations de présence seront délivrées sur demande à la fin du colloque**

09h30

Propos introductifs

Nicole BELLOUBET, *ministre de la justice, garde des Sceaux*
Bertrand LOUVEL, *premier président de la Cour de cassation*
François MOLINS, *procureur général près la Cour de cassation*

1ère partie : Femmes dans la justice, d'hier à aujourd'hui

10h00

1^{ère} Table ronde

Animée par
Dominique LOTTIN
membre du Conseil constitutionnel

Jean-Paul JEAN, *président de chambre honoraire à la Cour de cassation, secrétaire général de l'AHJUCAF (Association des Cours suprêmes judiciaires francophones)*
Gwenola JOLY-COZ, *présidente du tribunal de grande instance de Pontoise, membre fondatrice de l'association « Femmes de justice »*

Marie-Aimée PEYRON, *bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Paris*
Mathieu DELAHOUSSE, *journaliste, grand reporter à L'Obs*

11h00

Pause

11h15

2^{ème} Table ronde

Animée par
Véronique MALBEC
Secrétaire générale du ministère de la justice

Aurore BOYARD, *avocate*
Anne-Sophie BERNACHOT, *magistrate, présidente de l'association des jeunes magistrats*
Christelle ROTACH, *directrice de la maison d'arrêt de la Santé*
Sylvie FRAT, *greffière à la cour d'assises de Pontoise*
Marianne ROUX, *directrice de service du STEMO Lyon Sud, DPJJ*
Marie-Pierre PERE, *notaire associée, membre honoraire du bureau du Conseil supérieur du notariat*
Astrid DESAGNEAUX, *huissier, présidente de l'association « Femmes huissiers de justice »*

12h45

Conclusion de la matinée

Sandrine ZIENTARA-LOGEAY, *avocate générale à la Cour de cassation, coordinatrice du rapport sur la féminisation de la Justice*

13h00

Déjeuner libre

2ème partie : Les représentations des femmes et des jeunes filles par la justice

14h30

3^{ème} Table ronde : La prise en charge des jeunes filles dans la justice des mineurs

Animée par
Valérie SAGANT
directrice de la « mission de recherche Droit et Justice »

Aminata NIAKATE, *avocate, présidente de la commission égalité au Conseil national des barreaux*

Elsa BENZAÏD, *conseillère à la chambre spéciale des mineurs de la cour d'appel de Nancy*

Sandrine COLLIN, *directrice de service de l'EPEI de Villiers le Bel - DPJJ*

Arthur VUATTOUX, *maître de conférences en sociologie*

15h30

Présentation des travaux « Genre et justice » réalisés par des auditeurs de justice

Animée par
Marion WISZNIAK
magistrate, coordinatrice de formation à l'Ecole nationale de la magistrature

15h45

4^{ème} Table ronde : Le traitement judiciaire de la criminalité féminine

Animée par
Isabelle HORLANS
journaliste et auteure

François SAINT-PIERRE, *avocat*

Dominique BORRON, *procureur adjoint près le tribunal de grande instance de Nanterre*
Catherine MENABE, *maître de conférences, directrice du DU de criminologie à l'université de Lorraine*

Françoise DUMONT, *docteur, chef de service de psychiatrie de l'enfant et adolescent du centre hospitalier d'Argenteuil, expert près la cour d'appel de Versailles*

17h00

Propos conclusifs

Isabelle ROME, *haute fonctionnaire à l'égalité femmes-hommes du ministère de la justice*